

LES ÉLECTIONS LOCALES RÉANIMENT LA SCÈNE POLITIQUE**Les partis reprennent du «service»**

La scène politique s'emballe à la faveur des élections fixées au 29 novembre prochain, et ce, au bout d'une léthargie presque parfaite au lendemain des dernières législatives.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Depuis peu, en effet, les partis politiques donnent l'impression d'avoir été comme fouettés en se tirant du profond sommeil dans lequel ils étaient replongés, aussitôt la page du 10 mai dernier tournée. Il multiplie les rencontres et les conférences de presse, manière de se signaler et d'être présents. Ceci quoique, il est vrai, l'ambiance est loin de ressembler à celle ayant prévalu à l'occasion des dernières législatives car les deux rendez-vous diffèrent totalement aussi bien dans le fond que dans la forme.

En effet, la nouvelle loi électorale fortement contraignante oblige, ce qui est impossible pour beaucoup de partis, anciens et nouveaux, à mailler l'ensemble des circonscriptions électorales, soit les 48 wilayas et les 1541 communes du pays. Cette contrainte semble peser, et lourdement, dans l'ardeur mesurée des divers leaders politiques. Ainsi, à l'exception du FJD de Abdellah Djaballah qui a annoncé le boycott de ce scrutin local, tous les partis politiques, ou presque, y compris le RCD qui était le seul à tourner le dos aux dernières législatives, sont sur les starting-blocks. Et pour ce faire, ce week-end comme ce fut le

cas pour les tout derniers, nombre de partis étaient sur le terrain, qui pour annoncer sa participation, qui pour faire le point sur l'état d'avancement de ses préparatifs en prévision de ce rendez-vous. Ainsi, en est-il du cas du FFS dont le premier secrétaire Ali Laskri qui, à l'ouverture, hier, du congrès de la Fédération du parti de la wilaya de Tizi-Ouzou, a insisté sur «l'importance de privilégier les critères de compétence et d'intégrité dans le choix des candidats appelés à une gestion de proximité des affaires publiques».

Pour sa part, Amara Benyounès, qui présidait, hier, une session ordinaire du conseil national de son parti, le MPA, a indiqué que ce dernier sera présent dans les 48 wilayas et au niveau des 1 541 communes à l'occasion des locales du 29 novembre prochain. «Nous avons mis en place 48 fédérations auxquelles échoit la responsabilité exclusive d'élaborer les listes électorales. Quant au bureau national, il n'interviendra qu'en cas de litige», a-t-il fait savoir, espérant faire un meilleur score que celui des législatives. Le Parti El Fedjr El Djadid (PFJ) a, quant à lui, composé, hier, son ticket pour les prochaines élections locales à la faveur du quitus des



Photo : Samir Sid

membres de son conseil national réunis, en session extraordinaire. Le président du parti, Tahar Benbaïbèche, affirmera, à l'occasion, que ces élections locales ne sont qu'une étape dans l'objectif du parti et ne représentent pas un objectif principal pour le PFJ.

Plus réaliste et au vu de son poids, et ce, malgré son âge, l'ANR se veut prudente quant à l'objectif assigné au mot d'ordre de participation à cette joute. Le secrétaire général du parti, qui animait hier une conférence de presse, se dira conscient des capacités et des limites de son parti. «L'expérience des échéances législa-

tives auxquelles nous avons pris part nous a donné à réfléchir avant de s'engager dans une quelconque course électorale. C'est pour cela que nous préférons aujourd'hui se pencher sur les questions internes du parti et se structurer davantage», affirmera Belkacem Sahli.

«Dire que nous avons les moyens d'être présents dans les 1 541 communes du pays, cela nous dépasse pour le moment», tiendra-t-il à préciser. De son côté, le conseil national du parti de l'équité et de la proclamation (PEP) a entériné, hier, sa participation. La présidente du parti dira à l'occasion que si le parti a décidé de

prendre part aux prochaines élections, c'est beaucoup plus pour «avoir une expérience plus approfondie de l'organisation des campagnes électorales, faire connaître le parti mais surtout parce que nous sommes convaincus que l'absence de dialogue conduit à des dérives sécuritaires comme cela est arrivé en Syrie». Mme Salhi se dira consciente que «les choses ne vont pas s'améliorer lors des prochaines élections locales, le ministre de l'Intérieur ayant reconnu lui-même que les recommandations de la mission de l'Union européenne pour modifier les conditions de la tenue des élections ne peuvent pas être appliquées dans l'immédiat».

Enfin, Mohamed Cherif Taleb, le président du PNSD, a fait part de la décision de son parti de prendre part aux élections locales du 29 novembre prochain. C'était hier à l'ouverture d'une conférence régionale ayant regroupé les coordinateurs de dix wilayas du Centre de son parti. Pour ce faire, la commission de préparation de ces élections locales a été installée. Des élections à l'occasion desquelles le PNSD ne présentera des listes, selon les dires de son président, que dans les wilayas et communes où il a des chances réelles de s'adjuger des sièges.

M. K.**MOHAMED CHÉRIF TALEB, PRÉSIDENT DU PNSD :****«La nomination d'un nouveau gouvernement est une bonne chose»**

Hier, à l'ouverture des travaux d'une conférence régionale ayant regroupé les coordinateurs de dix wilayas du Centre, le président et porte-parole du Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD), Mohamed Chérif Taleb, a annoncé la participation de sa formation aux prochaines élections locales. Et, il a commenté l'actualité politique, nationale et internationale.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - M. Taleb n'a pas émis beaucoup de réserves sur le scrutin du 10 mai dernier. «Certes, nous ne sommes pas contents des résultats. Il y a eu des comportements qui ont pu laisser supposer une fraude, mais nous ne pouvons l'affirmer, comme beaucoup de partis le crient depuis mai. Nous n'avons pas de preuves concrètes.» Il a appelé le gouvernement à donner

plus de garanties en prévision de la prochaine joute électorale et l'Armée nationale populaire (ANP) à rester loin du jeu politique : «Il est temps de respecter la volonté du peuple. Le gouvernement doit se montrer neutre et l'ANP ne doit pas se salir comme c'était le cas lors des toutes dernières législatives dont les voix des militaires ont fait basculer le résultat final dans bien des circonscriptions électo-

rales.» L'idée que se fait M. Taleb du nouveau Premier ministre et de son gouvernement est néanmoins positive, même s'il reste un peu prudent dans son jugement : «M. Sellal est un technocrate qui a exercé beaucoup de responsabilités et a gravi les échelons progressivement. Il a aussi de l'expérience politique pour avoir dirigé la campagne électorale du président. Nous n'avons reçu aucun écho défavorable le concernant. Son équipe, qui vu l'association de quatre nouveaux partis politiques dans l'Exécutif, compte beaucoup de technocrates et même un jeune de 38 ans. Nous aurions aimé voir plus de femmes dans ce gouvernement, mais nous sommes optimistes. Nous verrons dans six mois.» Le PNSD, par contre, souligne M. Taleb, accueille avec soulagement le calme des Algériens par rapport au film blasphématoire sorti dernièrement aux Etats-Unis et qui a provoqué une vague de protestation à travers la



Mohamed Chérif Taleb.

et nous sommes jaloux de notre Prophète qui est le plus chaste des êtres humains. Mais, il ne sert à rien de s'emporter comme ça et de se lancer dans des actes de violence.» Et d'ajouter : «Moi, je me joins plutôt à la proposition de notre ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci qui a suggéré hier (vendredi, ndlr) à Madrid que la communauté internationale doit interdire, par une législation, tout acte blasphématoire contre les religions et leurs symboles. Ainsi, seuls les auteurs de telles ignominies seront jugés et les réactions violentes évitées.»

Il convient, enfin, de signaler que les coordinateurs de wilaya présents ont plébiscité la commission de préparation des élections locales proposée par M. Taleb. Le parti ne présentera des listes, selon les dires de son président, que dans les wilayas et communes où il a des chances de remporter des sièges.

L. H.**SOULIGNANT L'INERTIE****DE LA VIE POLITIQUE****ET INSTITUTIONNELLE DU PAYS****Ali Laskri : «La désignation du Premier ministre et du gouvernement est un non-événement»**

Le congrès fédéral FFS de Tizi-Ouzou s'est tenu hier samedi à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. Histoire de donner des preuves sur l'audience et l'ancrage national du parti de Hocine Aït Ahmed, les premiers secrétaires fédéraux de Mostaganem, Constantine et M'sila ont été conviés à prendre la parole au nom des militants FFS de leurs wilayas respectives, durant ce rendez-vous organique placé par les organisateurs sous le signe du rassemblement des énergies militantes (de nombreux anciens militants ont été aperçus dans la salle) et de la fidélité aux principes et à la ligne stratégique du FFS.

Un point qui reviendra avec insistance dans l'allocution prononcée à l'ouverture du congrès par le premier secrétaire national Ali Laskri qui rappellera que la restructuration organique enclenchée par le FFS vise à casser l'inertie qui a gagné (la critique vise Karim Tabou, son prédécesseur au poste de premier secrétaire du parti) les structures du FFS qui, selon le même orateur, est toujours engagé pour la relance de la dynamique politique au sein de la société ainsi qu'au niveau des institutions. Celles-ci sont toujours sous l'emprise de la même inertie et du même statu quo observés avant les élections législatives. Pour preuve de ce blocage imprimé par le pouvoir à la vie publique et politique, la nomination du nouveau gouvernement, du Premier ministre ainsi que la rentrée parlementaire qui sont des actes politiques qualifiés de «non-événement» par Ali Laskri qui insistera sur l'instauration d'un consensus national sur les plans économique et politique. Il avertira contre l'usage par les pouvoirs publics de la répression face à la multiplication et à la persistance des conflits et des troubles sociaux qui risquent de constituer un alibi pour la déstabilisation étrangère de notre pays, regrettant, dans le même ordre d'idées, l'absence de la culture du dialogue et de la médiation.

S. Aït-Mébarek**PARTI EL FEDJR EL JADID (PFJ)****La base opte pour la participation aux locales**

Réunis hier, les membres du conseil national du parti El Fedjr El Jadid ont voté à l'unanimité la participation de leur formation politique aux prochaines élections locales.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Sans surprise, les membres du PFJ ont opté pour la participation aux élections locales qui auront lieu le 29 novembre prochain, après un débat organisé, hier, à l'hôtel Azur Plage. Le parti El Fedjr El Djadid (PFJ) a tenu, hier, une session extraordinaire de son conseil national en vue de trancher la participation ou non du parti aux prochaines échéances électorales. Intervenant devant les cadres de son parti, Tahar Benbaïbèche a déclaré que

les élections locales ne sont qu'une étape dans l'objectif du parti et ne représentent pas l'objectif principal du PFJ. «Notre objectif dépasse les élections mais il est certain que nous serons présents au rendez-vous», a souligné le résident du parti, notant, toutefois, que c'est à la base du parti de trancher la question. Tahar Benbaïbèche est, par ailleurs, revenu sur les principaux événements qui ont marqué l'actualité nationale. Il dira, à cet effet, qu'il «n'existe pas de nouveautés dans le programme du Président», qui selon l'intervenant, n'a pas été concrétisé en dépit des importantes dépenses concédées pas l'Etat. «Nous ne devons pas ignorer ce qui s'est passé à nos frontières et au Sahel où la situa-

tion est préoccupante. Il y a des scénarios infernaux qui visent cette région. Malheureusement, lors du conflit, le discours officiel n'a pas été à la hauteur», a souligné Tahar Benbaïbèche, notant que «les grands complots seront vaincus par le peuple et les forces infernales craignent la volonté des peuples». S'adressant aux cadres de son parti, le président du PFJ a insisté sur le fait que «son parti refuse le chaos».

Les cadres de l'El Fedjr El Djadid ont aussi présenté le bilan des activités du parti au niveau de toutes les wilayas du pays. Créé juste avant les dernières élections législatives, le jeune parti politique compte cinq sièges au Parlement.

F.-Z. B.